

Énergie

Profil sectoriel

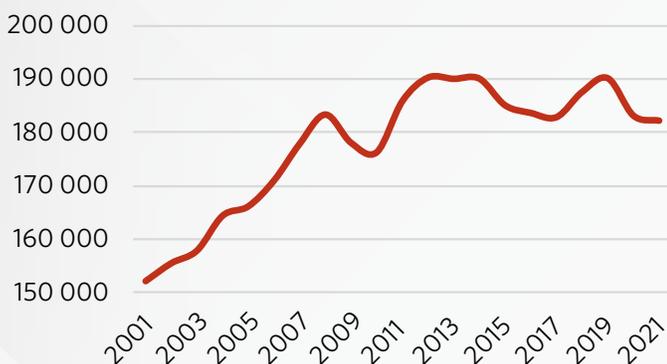
Faits et chiffres du secteur

PIB total <i>Part du PIB du Canada</i>	155,6 G\$ 7,87 %
Exportations	142,8 G\$
Importations	37,4 G\$
Solde des échanges extérieurs <i>Changement quinquennal</i>	+105,5 G\$ +64,1 %
Emploi total <i>Changement depuis 2011</i>	182 200 -2,0 %
Croissance réelle des salaires (2011-2019)	+4,6 %
Productivité du travail (2019)	386,1 \$/heure
Moyenne des heures travaillées par semaine (2019)	38,3
Émissions de gaz à effet de serre (2019) <i>Changement depuis 2009</i> <i>Part du total de l'industrie canadienne</i>	261 000 kt -2,5 % 41,4 %
Taux de couverture syndicale	40 %
Membres d'Unifor dans l'industrie	13 900
Part du nombre total de membres d'Unifor	4,5 %
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	125
Taille moyenne des unités de négociation	94

Situation actuelle

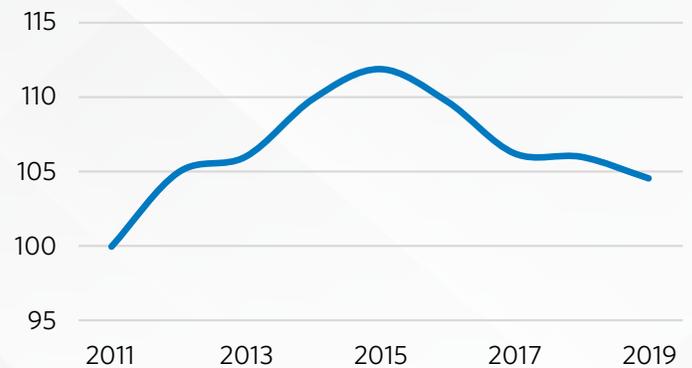
Le secteur énergétique canadien est l'un des plus importants moteurs de la croissance économique, puisque l'an dernier, il a généré plus de 155 milliards de dollars en produit intérieur brut (PIB), soit près de 8 % de la production économique totale du Canada. Lorsqu'il s'agit de commerce, notre secteur de l'énergie est encore plus conséquent, avec près de 143 milliards de dollars d'exportations énergétiques représentant 22,4 % du total des exportations canadiennes en 2021. La balance commerciale énergétique nette du Canada de +105,5 milliards de dollars, qui a augmenté de 64 % depuis 2017, est l'une des principales raisons pour lesquelles l'économie canadienne a affiché une balance du commerce extérieur positive l'an dernier. En d'autres termes, sans notre secteur de l'énergie, le Canada importerait constamment plus qu'il n'exporte dans le reste du monde.

Emplois, 2001 - 2021



Bien que la production d'énergie soit vitale pour la santé économique du Canada, le secteur a subi d'importants vents contraires depuis le milieu des années 2010, époque à laquelle un important choc mondial des prix de l'énergie a entraîné un ralentissement soutenu, en particulier pour l'industrie pétrolière et gazière. Alors que les chiffres de l'emploi de 2021 pour

Énergie : salaires réels (2011=100)



le secteur ne représentent qu'une baisse de 2 % depuis 2011, le chiffre total pour le secteur est quelque peu trompeur, car il exclut les impacts secondaires du ralentissement sur les formes indirectes d'emploi soutenant l'extraction du pétrole et du gaz, qui ont chuté de plus de 30 %. Les pertes directes dans l'extraction du pétrole et du gaz et la fabrication de produits pétroliers ont également été compensées par la croissance de l'emploi dans les services publics, notamment la production d'électricité et la distribution de gaz naturel. Bon nombre des licenciements dans le secteur de l'énergie sont survenus lorsque l'industrie pétrolière et gazière a délaissé les investissements dans de nouveaux sites d'extraction de pétrole et de gaz, en particulier dans les sables bitumineux, au profit d'un modèle de maintien des projets existants tout en reportant les nouvelles dépenses en capitaux. Au cours des dernières années, l'industrie extracôtière a été le principal lieu d'expansion potentielle du pétrole et du gaz, y compris le projet Bay du Nord récemment approuvé, et le projet indécis (au moment de la rédaction de cet article) de West White Rose. Toutefois, avec les prix du pétrole qui atteignent de nouveaux sommets, le secteur pourrait connaître un nouvel essor.

En raison de la nature capitaliste de la plupart des projets énergétiques, le secteur de l'énergie a toujours affiché des chiffres de productivité du travail parmi les plus élevés de

toute l'économie. Malgré le déclin économique du secteur après 2015, la productivité du travail n'a que brièvement baissé avant de reprendre son ascension. En revanche, les salaires réels n'ont pas suivi, les salaires corrigés de l'inflation ayant atteint leur maximum en 2015. L'écart croissant entre la productivité du travail et les salaires réels est préoccupant, car il suggère que les travailleuses et travailleurs du secteur

ne sont pas suffisamment rémunérés pour l'intensité croissante du travail dans le secteur de l'énergie, qui se traduit en partie par de longues heures de travail - avec une moyenne de 38,3 heures par semaine en 2019. Les travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie effectuent régulièrement certaines des plus longues semaines de travail.

Unifor dans l'industrie de l'énergie

5 plus grands employeurs d'Unifor	Nbre approx. de membres
Suncor Energy	3 900
Enbridge	1 500
SaskEnergy/TransGas	850
Consumers' Co-op Refineries	700
Shell Canada	600

Unifor est le plus grand syndicat de l'énergie au Canada, avec près de 14 000 membres travaillant dans l'extraction du pétrole et du gaz, la distribution du gaz naturel, les services publics d'électricité et les raffineries de pétrole. Plus de la moitié des membres d'Unifor du secteur de l'énergie travaillent dans la région des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba), tandis qu'un peu plus du quart travaillent en Ontario. La Colombie-Britannique, le Québec, la

Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve représentent ensemble environ un cinquième des membres d'Unifor du secteur de l'énergie.

Les taux de syndicalisation dans l'industrie de l'énergie sont très variables, la proportion de travailleuses et travailleurs couverts par une convention collective étant relativement élevée dans le secteur des services publics, soit environ 65 % en 2021, contre seulement 20 % dans l'extraction du pétrole et du gaz. Cependant, Unifor représente la grande majorité des travailleuses et travailleurs syndiqués du secteur pétrolier et gazier, soit environ 70 %.

Les membres d'Unifor du secteur de l'énergie représentent environ 4,5 % de l'effectif total du syndicat, dont plus de la moitié est concentrée chez les cinq plus grands employeurs du secteur.

Aller de l'avant : Développer de l'industrie énergétique

Le secteur de l'énergie au Canada traverse une période charnière importante, les récentes conditions économiques mondiales ayant stimulé les plans de projets de combustibles fossiles traditionnels ainsi que les investissements dans les énergies renouvelables. Le resserrement de l'offre

d'énergie causé par une combinaison de contraintes de production, de problèmes de chaîne d'approvisionnement liés aux pandémies et de la reprise de la demande des consommateurs a contribué, en combinaison avec la guerre en Ukraine, à pousser les prix du pétrole et du gaz à des niveaux records. Cette flambée des prix incite les entreprises à renouveler leurs dépenses en combustibles fossiles, alors même que les grands pays explorent activement les moyens de se sevrer de leur dépendance au combustible russe, notamment en augmentant la production d'énergies renouvelables.

À court terme, le secteur énergétique canadien pourrait bénéficier d'une diversification mondiale de la consommation d'énergie par rapport aux combustibles fossiles russes, et le gouvernement canadien s'est déjà engagé à augmenter ses exportations de pétrole et de gaz jusqu'à 300 000 barils par jour pour soutenir la sécurité énergétique européenne.

Mais à plus long terme, le secteur énergétique canadien devra trouver un moyen de rivaliser dans une économie mondiale moins dépendante des combustibles fossiles traditionnels et où les énergies solaire, éolienne, de la biomasse et de l'hydrogène jouent un rôle majeur. Le gouvernement fédéral a également annoncé son intention de plafonner les émissions de l'industrie pétrolière et gazière tout en réalisant un réseau électrique net zéro d'ici 2035, mais il a été avare de détails. Pendant ce temps, les travailleuses et travailleurs continuent d'attendre la réalisation promise d'un plan de transition équitable qui permettra aux travailleuses et travailleurs de passer à de nouvelles industries de croissance dans le secteur de l'énergie.

Principaux enjeux du développement sectoriel

- La hausse des prix de l'énergie due aux difficultés d'approvisionnement et à la guerre en Ukraine pousse le secteur dans des directions opposées, en augmentant les dépenses dans les projets de combustibles fossiles et d'énergies renouvelables.
- Le Canada est bien placé pour combler le manque de combustibles fossiles à l'échelle mondiale, mais sans un soutien actif du gouvernement, il risque de prendre davantage de retard dans le développement des énergies renouvelables et la réalisation des objectifs climatiques.
- Les travailleuses et travailleurs du secteur de l'énergie continuent d'attendre des précisions sur les plans du gouvernement fédéral concernant la transition du secteur vers le NET zéro et la réalisation de la transition équitable.